

REVUE DE PRESSE

13 juin 2024

JOURNAUX **PRESSE** **Radio** information
télé
MÉDIAS *Médias*
sociaux

Afin de se conformer à la Loi sur le droit d'auteur,
la FCSSQ détient une licence autorisant une
redistribution électronique restreinte de ce document.



La Fédération
des centres de services
scolaires du Québec

PRODUIT PAR

influence

EDITORIAL

DECROCHAGE SCOLAIRE

Les cohortes COVID ont payé

L

'Institut de la statistique du Québec (ISQ) a confirmé cette semaine ce que plusieurs lucides pressentaient : la scolarité saccadée subie par les cohortes de la pandémie de COVID-19 a eu un effet négatif sur leur réussite. Pour la première fois en 20 ans, le taux de décrochage scolaire au secondaire a augmenté, ce qui devrait placer le Québec en alerte, surtout dans un contexte où la pénurie de main-d'œuvre incite certains jeunes à quitter l'école pour les bénéfices du marché du travail.

**MARIE-ANDRÉE
CHOUINARD**



La statistique la plus perturbante du lot de données révélées par l'ISQ est bel et bien le retour à une courbe descendante en matière d'obtention du diplôme d'études secondaires, après deux décennies de fier redressement. De tout temps, les ministres de l'Éducation et les autorités scolaires ont partagé comme principal dessein celui de tout mettre en marche pour favoriser la réussite des élèves. De glorieux indicateurs de l'éducation ne peuvent qu'améliorer la santé économique et sociale d'une nation.

Plusieurs gouvernements ont donc eu en partage au fil des dernières décennies un objectif de mise à mal des taux de décrochage affligeants, ne plaçant pas le Québec en posture honorable au sein de la fédération canadienne. Le gouvernement de François Legault, ex-ministre de l'Éducation ayant lui-même accordé beaucoup d'efforts en son temps à l'augmentation des taux de réussite et de diplomation, a fait de l'éducation une priorité absolue, envers et contre les besoins immenses de la santé et de l'économie. Malheureusement, sur la route de la réussite, une gestion de pandémie bancale en milieu scolaire et une criante pénurie de main-d'œuvre ont constitué d'importants obstacles.

En pleine pandémie, certains dirigeants de l'Éducation se sont affublés de lunettes roses, ne voulant pas voir que les nombreux confinements et

les nombreuses interruptions de services scolaires ne pourraient qu'être néfastes, surtout pour les élèves les plus vulnérables. L'ISQ confirme aujourd'hui que la pandémie a tiré vers le bas les plus fragiles. C'est une évidence quand on sait que parmi les facteurs les plus importants favorisant la réussite, il y a la constance et la qualité de l'encadrement.

Le décrochage scolaire a donc augmenté de 2,5 points de pourcentage au cours de la pandémie. Les données 2021-2022 révèlent que 16,3 % des élèves ont quitté le secondaire sans diplôme en main. L'année précédente, ce chiffre était de 13,8 %. Chez les garçons, la chute est de 2,9 points de pourcentage. Mais les filles, dont les taux de sortie sans diplôme étaient relativement stables au cours des dernières années, ont subi aussi une descente de 2,1 points de pourcentage, signe des effets généralisés de la pandémie à l'école, particulièrement la première année. Les dernières données disponibles en éducation remontent à cette année 2021-2022. On peut craindre que cette courbe descendante se poursuive pour un moment.

La réussite scolaire est un concept si fragile ! Ces récentes statistiques ont reçu un accueil inquiet de la part du ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, dont la réaction normale est, bien sûr, d'être préoccupé par ce portrait, sans sombrer dans la sous-estimation ou le jovialisme. C'est aussi un signal indiquant qu'il faut redoubler d'efforts pour mieux encadrer, « tuteurer », assister ces élèves tentés par l'absentéisme et ensuite l'abandon. Les coûts du décrochage scolaire pèsent non seulement sur l'élève lui-même, mais aussi, globalement, sur l'ensemble de la société, littéralement au propre et au figuré.

Il y a des facteurs familiaux, sociaux et personnels sur lesquels l'école ne peut pas grand-chose et qui peuvent être déterminants dans le phénomène du décrochage scolaire (la valorisation de l'école par les parents, l'influence des pairs, l'estime de soi et la santé mentale, la conciliation travail-études, entre autres choses). Mais l'école est un agent d'influence extraordinaire ! Une bonne relation maître-élève peut faire des miracles. La présence dans l'école de professionnels pour soutenir les élèves en difficulté peut jouer un rôle déterminant. Une équipe-école et une direction d'établissement unies dans l'intention de tout mettre en œuvre pour la réussite peuvent aussi créer un climat dans l'école très favorable pour les plus fragiles, qui trouveront dans ce milieu des sources de motivation.

Au ministère de l'Éducation revient un blâme important : il a minimisé les contrecoups potentiels d'une école en déroute pendant que le prélude au décrochage se jouait. Ces statistiques devraient l'inciter à ne jamais négliger les outils de mesure de la réussite en direct. N'est-il pas aberrant, c'est le moins qu'on puisse dire, que nous recevions aujourd'hui des données sur la réussite scolaire de l'année 2021-2022, en plein cœur de 2024 ? En soi, ce constat nous renseigne sur le terrible décalage subsistant entre les aléas du terrain et la gouverne ministérielle, en retard sur le réel, et donc paralysée pour agir au bon moment.

lettre
ouverte

DIFFÉRENCE

Il faut faire de la lutte contre le décrochage scolaire la grande priorité nationale



Les Québécois peuvent être fiers de leur système scolaire, du personnel enseignant et, surtout, de nos élèves. Dans les tests internationaux, nos élèves de 15 ans se classent parmi les meilleurs au monde.

Cependant, un problème majeur persiste : le décrochage scolaire. En 2018, le Québec affichait un taux de diplomation de 74 %, le plus bas au Canada et l'un des plus faibles de l'OCDE. À titre de comparaison, le taux de diplomation était de 79 % au Canada, 81 % en Ontario et 93 % aux États-Unis.

De plus, l'écart de diplomation entre les garçons et les filles était particulièrement marqué au Québec, avec un écart de 12 points de pourcentage en faveur des filles, contre 7 points au Canada et 3 aux États-Unis.

CONSÉQUENCES

Les conséquences d'un taux élevé de décrochage scolaire sont considérables. Les décrocheurs sont plus susceptibles de rencontrer des difficultés socio-économiques, d'avoir des problèmes de consommation, une espérance de vie plus courte et un risque accru d'incarcération.

L'effet le plus insidieux est que les enfants de décrocheurs sont également plus susceptibles de décrocher, perpétuant ainsi un cercle vicieux. Les coûts pour l'État, en termes de perte de revenus fiscaux et de dépenses sociales, sont également énormes.

Les statistiques pour la cohorte 2017-2022, récemment publiées par le gouvernement du Québec, montrent une détérioration de la situation. Après une légère amélioration pour les premières cohortes touchées par la pandémie,

le taux de diplomation pour la cohorte 2017-2022 est tombé à 72,4 % et à seulement 66,2 % pour les garçons. Plus d'un élève sur cinq, et plus d'un garçon sur trois, n'a pas obtenu son diplôme d'études secondaires en cinq ans. L'écart entre les sexes s'est même creusé davantage.

RESSOURCE PRÉCIEUSE

Nous sommes confrontés à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée, nous cherchons à améliorer notre productivité économique et nous avons besoin de créativité et d'innovation pour résoudre nos problèmes environnementaux, de santé et pour préserver notre culture et notre langue.

Pendant ce temps, nous négligeons la ressource la plus précieuse qui pourrait faire face à ces enjeux : une jeunesse qualifiée, scolarisée et dynamique, prête à relever les défis de sa génération.

La lutte contre le décrochage scolaire doit être notre priorité nationale. Ce défi est la clé pour résoudre tous les autres. Il est essentiel de nous mobiliser pour nos jeunes et pour notre avenir. Si nos priorités sont l'économie et la santé, c'est en éducation que nous devons d'abord investir. Il faut motiver nos jeunes, innover et adopter les meilleures pratiques en éducation, avec pour objectif de créer le meilleur système scolaire au monde.

C'est un défi ambitieux, mais, si nous en faisons un projet de société et une réelle priorité nationale, nous en serons capables.

David Bowles
Directeur d'école
Auteur de l'essai Réflexions d'un directeur d'école: pour injecter une dose de persévérance scolaire au Québec



Sports

Un programme pour accrocher les nombreux jeunes qui ne font pas de vélo

Par Mikaël Lalancette, Le Soleil

Le vélo n'est pas un sport aussi accessible qu'à une certaine époque. Dans certaines classes primaires de la province, jusqu'au tiers des élèves n'ont jamais touché à un vélo de leur vie, une situation qui a poussé les décideurs à lancer un nouveau programme pour démocratiser la pratique de ce sport.

«J'étais sur l'impression que tout le monde faisait du vélo, mais tu finis par te rendre compte qu'il y a mal de jeunes qui n'en font pas», reconnaît Louis Barbeau, le directeur général de la Fédération québécoise des sports cyclistes (FQSC).

Son propre petit-fils de 10 ans et demi, qui habite à Montréal, ne s'y était pratiquement pas adonné avant l'âge de huit ans. Barbeau était «sidéré» quand sa fille lui a dit qu'il y avait plein de jeunes qui n'en avaient jamais fait de leur vie.

Les écoles dans la mire

Les raisons sont variées : de la sédentarité au manque de moyens financiers ou carrément un problème d'accessibilité, en particulier dans les grands centres urbains où les artères achalandées présentent des enjeux de sécurité.

Louis Barbeau a participé à l'élaboration d'*Embarquez*, inspiré d'un programme développé en Colombie-Britannique, qui consiste à former une flotte de vélos mobile initiant les jeunes à la pratique de ce sport, que ce soit dans les écoles, les camps de jour et les événements.

Plusieurs partenaires participent à l'aventure, notamment Sports Experts, qui offre 100 vélos et des casques en plus d'un soutien financier et Premier Tech, qui s'est engagé pour quatre ans.

Près de 10 000 jeunes élèves de plusieurs régions du Québec vivront les trois jours d'ateliers d'ici la fin de l'année, qui leur enseignent la technique, la coordination, la prise de décision et le vélo en groupe.

«À mon avis, apprendre à faire du vélo, comme apprendre à nager et à courir, devrait faire partie des

fondamentaux du cursus scolaire, réfléchit Barbeau. À défaut que ce soit le cas, le programme vise à rendre les jeunes plus actifs, mais aussi à développer leur autonomie et leur estime de soi. On ne peut pas se tromper quand tu vois autant d'entreprises décident de s'associer à ça.»

Deux ambassadeurs connus

Deux anciens cyclistes de renom, Marie-Hélène Prémont et Antoine Duchesne, ont tout de suite répondu présent lorsque la FQSC leur ont demandé de devenir des ambassadeurs d'*Embarquez*.

«C'est un programme qui est vraiment nécessaire, reconnaît Duchesne, dont le fils de deux ans et demi vient d'attraper la piqure de la draisienne. C'est un énorme cadeau qu'on peut faire aux enfants, tous les jeunes devraient savoir faire du vélo.»

«C'est un programme nécessaire et j'espère que dans 10 ans, il n'y aura plus aucun jeune élève qui ne sache pas en faire.»

— Antoine Duchesne

Sa prise de conscience sur cet enjeu s'est faite récemment, lorsqu'une amie lui a dit qu'elle ne savait ni nager, ni faire du vélo, à 30 ans. «Même les vélos pour enfants sont dispendieux, je sais que ce n'est pas donné à tout le monde de pouvoir vivre ça.»

Prémont a dit oui tout de suite

C'est après que sa fille ait participé au programme dans une école primaire que Marie-Hélène Prémont a décidé de s'impliquer, d'abord au niveau local et ensuite au niveau provincial.

«Je suis née dans le vélo, j'ai appris toute jeune et j'avais tout pour en faire, et on dirait que dans ma tête, tout le monde savait en faire, jusqu'à ce que je réalise que ce n'est pas le cas», dit l'ex-cycliste qui remportait une olympique olympique il y a 20 ans.

Une belle relève

Si la pratique du vélo est devenu moins accessible avec les années, ce sport est tout de même en bonne santé dans la province. De jeunes athlètes de talent comme Abigaël Fortier (cyclisme sur route et sur piste) et Chad Beaudoin (BMX de course) en sont de bons exemples.

Les deux jeunes cyclistes dressaient le même constat sur leur sport. «On dirait que pour moi, c'était acquis de penser que tous les jeunes savent faire du vélo, mais ce n'est pas le cas et c'est triste, se désolait Fortier, la fille de Marc Fortier, le coordonnateur défenseur du club de football du Rouge et Or. De leur apprendre, c'est

incroyable, car pour moi, le vélo m'a permis de développer une confiance en moi, ça m'a rendue indépendante.»

Le compétitif, un bonus

Son collègue masculin a pris goût pour le vélo récréatif à l'âge de six ans, près de chez lui à Beauport, où il est vite tombé en mode «compétitif» après des débuts en vélo de montagne et en BMX.

«C'est important de leur donner la chance d'au moins en faire et si jamais il y en a qui attrapent la piqure comme ce fut le cas pour moi, ce sera un bonus», concluait Chad Beaudoin.

La saison 2024 de la Fédération québécoise des sports cyclistes (FQSC) comprend 296 événements sanctionnés.

Manipuler le personnel d'une école primaire pour trouver son fils

Par Judith Desmeules, Le Soleil

Un père a été reconnu coupable de harcèlement criminel pour avoir essayé de contacter son fils en passant par le personnel de son école primaire. Même s'il ne s'est pas adressé directement à lui, sa conduite est jugée «menaçante».

La Cour d'appel a rejeté l'appel de ce père, qui estimait n'avoir harcelé personne. L'homme de 42 ans n'a finalement jamais communiqué avec son fils grâce à la vigilance de l'école primaire. Mais ses démarches ont toutefois engendré beaucoup d'inquiétudes pour l'enfant et sa mère, qui ont craint pour leur sécurité.

«L'appelant a été insouciant quant au sentiment de harcèlement que cette conduite a eu sur eux», tranche le Tribunal dans une décision rendue lundi.

Nous appellerons ce père Simon*, afin de protéger l'identité de son fils.

Violence conjugale

En novembre 2016, la plaignante met un terme à sa relation avec Simon après ce qu'elle décrit comme «sept ans de violence, de harcèlement, de menaces et d'enfer». Elle part s'installer à Québec avec son fils afin de commencer une nouvelle vie.

En août 2019, Simon est déclaré coupable de voies de fait et de communications harcelantes à l'endroit de son ex. Quelques mois plus tard, le Tribunal lui inflige une peine de neuf mois de prison et trois ans de probation : une interdiction de contact avec la plaignante et son fils est prononcée.

Au début de l'année 2022, Simon n'a pas vu son fils depuis trois ans, il souffle maintenant 12 bougies. Des visites supervisées sont alors autorisées par la cour, mais elles sont annulées parce que l'enfant est «trop fébrile ou craintif» pour voir son père.

Cette situation déclenche la colère de l'accusé.

«Selon l'agente de surveillance communautaire de l'appelant, ce dernier est bouleversé par cette nouvelle [...] il remet en question son engagement de respecter

ses conditions de probation», écrit la Cour d'appel dans sa décision.

Le 4 février 2022, l'accusé mentionne même «qu'il aimerait avoir un AK-47 pour tirer tout le monde dans le système» et que «ce serait plus simple si l'enfant était mort dans un accident». L'agente conclut que l'interdiction de voir son fils est plus douloureuse que de l'imaginer mort.

La visite à l'école

Un mois plus tard, le 4 mars 2022, Simon fait la route de Trois-Rivières à Québec avec sa nouvelle conjointe.

«[Il] part à la recherche de l'école de son fils. Il explique faussement à sa conjointe qu'il doit s'y rendre pour signer des papiers. Il se présente à une école et demande à la secrétaire si son fils y est inscrit. Il lui pose des questions sur le dossier scolaire de l'enfant et sur ses heures d'entrée et de sortie», peut-on lire dans la décision.

Simon conclut que son fils ne fréquente pas cette école, il demande donc à la secrétaire de le renseigner sur les autres écoles du quartier. Cette dernière refuse et le somme d'effectuer ses recherches lui-même.

Après une vérification sur Internet, Simon se tourne vers l'école primaire la plus proche. «Préoccupée par cet échange», la secrétaire avise l'école voisine, qui sera bel et bien l'école du fils de Simon.

«L'appelant contacte également cette école, cette fois par téléphone, et il déclare au directeur qu'il souhaite s'y présenter, affirmant qu'il vit une grande injustice et qu'il a des droits. Le directeur lui indique alors qu'il ne peut pas lui fournir les renseignements qu'il souhaite obtenir et lui intime de ne pas se rendre à l'école.»

Comme le directeur est bien au fait de la situation judiciaire de son élève, il demande à son adjointe de contacter la mère de l'enfant et la police. Dès qu'elle est avisée, la plaignante va rapidement chercher son enfant à l'école.

«Au procès, la plaignante a témoigné avec beaucoup d'émotion qu'elle craignait que l'appelant enlève son fils, ou pire. Elle a décrit son fils, après le 4 mars 2022, comme étant hypervigilant et ne jouant plus seul à l'extérieur. Depuis cet incident, elle garde toujours la porte de leur résidence verrouillée.»

Le 13 mai 2022, le juge Frank D'Amours déclare Simon coupable de harcèlement criminel à l'égard de son ex-conjointe et de son fils.

«Poli»

En appel, Simon maintient que son comportement n'a jamais été dirigé vers les victimes et que le magistrat a accordé trop d'importance à son historique conjugal.

Comme le comportement de l'accusé était de nature à susciter un sentiment de crainte, il est considéré comme menaçant, explique la Cour d'appel. La plaignante a été harcelée par la conduite de l'accusé, «son état doit dépasser le simple fait d'être contrariée ou agacée».

«Le fait que l'appelant ne se soit pas adressé directement à la plaignante ou à son fils et qu'il ne visait pas à susciter un sentiment de crainte chez eux ne rend pas sa conduite moins menaçante envers eux. Son comportement les visait directement et personnellement», estime la Cour d'appel.

Finalement, la Cour conclut que le juge D'Amours a bien fait son travail en prenant compte des antécédents de l'accusé, qui sont intimement liés aux événements de 2022.

«La prise en compte de toutes les circonstances est nécessaire, puisqu'une conduite qui pourrait autrement sembler anodine peut, à la lumière du contexte, se révéler être un moyen d'intimidation susceptible de susciter un sentiment de crainte.»

En terminant, la Cour d'appel estime que le fait d'avoir été poli avec le personnel de l'école «ne diminue en rien le caractère menaçant de ses agissements».

Simon a écopé d'une peine de quatre mois pour le chef de harcèlement criminel, en plus d'une nouvelle probation de trois ans.

Violence et démissions touchent le personnel de soutien en Outaouais, selon un syndicat

BENJAMIN VACHET

Manque de reconnaissance et de ressources, conditions de travail précaires, surcharge de travail... Autant de raisons qui ont poussé les membres du personnel de soutien scolaire à quitter leur emploi au cours des cinq dernières années en Outaouais, selon la Fédération du personnel de soutien scolaire (FPSS-CSQ). Les données dévoilées mercredi font également état de nombreux cas de violence subie par les employés.

Un sondage sur la violence auprès du personnel de soutien scolaire de la FPSS-CSQ des Centres de services scolaires (CSS) des Portages-de-l'Outaouais et des Draveurs, mené pour le compte du syndicat par Ad hoc recherche, témoigne d'un dur constat.

Au CSS des Draveurs, la violence physique atteindrait deux personnes sur cinq, alors qu'au CSS des Portages-de-l'Outaouais, une personne sur six dit en avoir été victime. En ce qui concerne la violence autre que physique, elle toucherait une personne sur quatre dans les deux CSS.

Les élèves seraient la source principale de ces incidents, selon les répondants.

Le personnel de soutien qui côtoie plus directement les élèves semble plus à risque de subir de la violence, peut-on lire dans les deux rapports - un pour le CSS des Draveurs et un pour le CSS des Portages-de-l'Outaouais - dévoilés mercredi.

Au niveau physique, les incidents les plus répertoriés sont de recevoir des coups et de se faire lancer des objets. Pour les agressions autres que physiques, ce sont des cris, des blasphèmes, des sacres et des propos injurieux qui sont rapportés.

La violence envers le personnel de soutien scolaire est inacceptable, et ce dernier doit être considéré et traité à sa juste valeur, cela l'affecte durement. Il faut que ça cesse, il faut protéger le personnel de l'éducation

- Kim Lafleur Lauriault, présidente du Syndicat du soutien scolaire de l'Outaouais

Selon les répondants, cette situation a des effets sur leur taux d'absentéisme. Au CSS des Draveurs, parmi

l'ensemble de ceux ayant été victimes de violence, 12 % disent avoir dû s'absenter pour cette raison, alors qu'ils étaient 16 % au CSS des Portages-de-l'Outaouais.

Methodologie

Le sondage Ad hoc recherche a été mené sur le web par le biais d'invitations par courriel et réalisé du 6 février au 22 mars 2024. L'ensemble des membres de la Fédération du personnel de soutien scolaire (CSQ) a été invité à répondre au sondage.

Au total, 5127 membres ont participé au sondage, dont 276 du Centre de services scolaire des Portages-de-l'Outaouais et 300 du Centre de services scolaire des Draveurs. La marge d'erreur maximale associée au sondage est de 5,7 % à un niveau de confiance de 95 %.

En raison des modifications apportées au questionnaire en 2024, le syndicat déconseille toutefois de comparer les résultats avec 2022. En 2024, une méthode de mesure spontanée de la violence subie par le personnel non enseignant a été adoptée, contrairement aux années précédentes où elle était assistée. De plus, le taux de réponse en 2024 a été considérablement plus élevé qu'en 2022, ce qui rend les comparaisons difficiles. Pour ces raisons, les données de 2022 sont fournies à titre indicatif uniquement, dans la mesure du possible, précise le syndicat.

De nombreuses démissions

S'il est difficile de lier les deux phénomènes, précise le syndicat, la FPSS-CSQ rapporte également plus de 800 démissions dans trois des cinq CSS de la région de l'Outaouais au cours des cinq dernières années. Cela représente 265 démissions au CSS des Draveurs et de

390 démissions au CSS des Portages-de-l'Outaouais. Ces données excluent les départs à la retraite.

La FPSS-CSQ explique avoir obtenu ces données par le biais de demandes d'accès à l'information. Le président du syndicat, Éric Pronovost, se dit préoccupé.

Près de 1500 membres du personnel scolaire dans nos écoles ont démissionné ces dernières années [en comptant les CSS de l'Outaouais et des Laurentides], notamment en raison de la violence qui s'est accentuée, mais aussi à cause de la lourdeur des tâches. Il y a même des directeurs qui démissionnent. Si tout le monde quitte le navire, qui va le piloter? a-t-il questionné lors d'un point de presse.

Des raisons multiples

La présidente du SSSO-CSQ, Mme Lafleur Lauriault, évoque le manque de reconnaissance, les conditions de travail précaires, le manque de ressources et la surcharge de travail comme autant de facteurs qui poussent le personnel de soutien scolaire à démissionner.

Selon elle, la proximité géographique avec la province de l'Ontario amène un exode du personnel de soutien scolaire vers cette région où les conditions de travail sont plus avantageuses.

Cela met en péril la qualité des services offerts aux élèves. Les tâches accomplies par le personnel de soutien scolaire sont variées : de la gestion administrative à l'entretien des locaux, en passant par le soutien aux élèves en difficulté. Leur contribution est souvent discrète, mais elle est fondamentale, souligne M. Pronovost.

Une action urgente demandée

Le syndicat estime qu'il y a un coût important rattaché à ces problèmes, notamment lorsqu'il faut remplacer et former du nouveau personnel.

La FPSS-CSQ demande donc une action urgente du ministre de l'Éducation pour résoudre cette crise.

Malgré les quelques gains obtenus dans les nouvelles conventions collectives, il reste plusieurs éléments sur

lesquels il doit agir rapidement pour préserver l'intégrité de notre système d'éducation. Le personnel de soutien scolaire reste profondément préoccupé par le manque de services aux élèves au quotidien, insiste M. Pronovost. Cela passe par une reconnaissance adéquate de leur contribution essentielle, notre rôle est déterminant en éducation.

Kim Lafleur Lauriault réclame de meilleures conditions salariales pour le personnel de soutien qui, selon elle, touche en moyenne 24 705 \$ en Outaouais, alors que le revenu viable, dans notre région, est de 38 146 \$ pour une personne vivant seule et de 50 052 \$ pour une famille monoparentale avec un enfant, comme l'évaluait récemment une étude de l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS).

C'est nettement insuffisant pour vivre décemment, dit-elle.

Des chiffres préoccupants, dit le ministère

Dans une déclaration écrite, le ministère de l'Éducation reconnaît que les chiffres présentés par le syndicat sont préoccupants.

Tous les cas de violence et d'intimidation dans nos écoles, que ce soit entre élèves ou envers les membres du personnel sont inacceptables.

Le ministère indique que le ministre Bernard Drainville agit depuis son arrivée et qu'il a déposé un plan de prévention de la violence et de l'intimidation en octobre dernier.

Les mesures sont en cours de déploiement. Il y aura notamment un modèle de plan de lutte qui sera déployé dans toutes les écoles dès l'automne prochain. Il y aura également des formations pour les élèves et pour les enseignants qui seront mises en place, promet-on.

Avec les informations d'Anne-Charlotte Carignan

Une ado tabassée et intimidée

Sa famille veut poursuivre l'école et les parents des élèves impliqués dans une attaque au débarcadère d'autobus

Des parents de Lanaudière comptent poursuivre l'école secondaire où leur fille de 14 ans s'est fait rouer de coups par des élèves à la sortie des classes en mars, après des années d'intimidation.

DOMINIQUE SCALI
Le Journal de Montréal

« Je veux juste qu'on comprenne que je suis tannée et qu'à un moment donné, ça va faire », lance Alexie Lajeunesse, 14 ans.

Après avoir passé l'année à aller régulièrement « pleurer dans le bureau des techniciens en éducation spécialisée », l'adolescente a décidé de témoigner à visage découvert.

Le 26 mars dernier, elle a été sauvagement agressée par des élèves au débarcadère d'autobus scolaire de l'école Thérèse-Martin, à Joliette.

Elle a notamment été tirée par les cheveux, plaquée au sol et rouée de coups de poings, peut-on voir sur deux vidéos qu'a pu consulter *Le Journal*.

Une plainte a été déposée à la police. Deux personnes mineures font face à des accusations criminelles en lien avec cet événement, confirme-t-on au Directeur des poursuites criminelles et pénales.

PAS DE SURVEILLANTS

Les parents d'Alexie ont également envoyé une mise en demeure de 60 000 \$, en avril, à l'école, au Centre de services scolaire (CSS) des Samares et aux parents

de deux élèves, une première étape avant d'intenter une poursuite civile.

Au moment des faits, aucun surveillant de cette école de quelque 1900 élèves ne se trouvait au débarcadère, dénonce Marie-Ève Lemire, la mère d'Alexie. C'est une conductrice d'autobus qui a pris l'ado en charge.

« C'est une amie de ma fille qui m'a téléphoné pour me dire que ma fille était en train de se faire battre », raconte-t-elle.

Pour Alexie, cet épisode est le point culminant d'une dynamique d'intimidation qui perdure depuis qu'elle est en 5^e année du primaire.

« On jugeait mes vêtements, on me traitait de salope, on m'envoyait des insultes méchantes. [...] Les midis, je mangeais seule aux toilettes. »

AUCUNE INTERVENTION

Elle a parfois pris part aux mauvais comportements pour plaire à ses intimidatrices, avoue-t-elle. Mais jamais les intervenants scolaires ne prenaient ses plaintes au sérieux, raconte-t-elle.

Ses notes et son humeur ont commencé à chuter au début du secondaire. Un groupe privé aurait même été créé sur les réseaux sociaux afin de l'injurier et de se moquer de son habillement, racontent ses parents.

« Aucune intervention n'a été faite [pour faire cesser l'intimidation] à l'exception de quelques rencontres », reproche-t-on dans la mise en demeure.

Les parents dénoncent aussi le manque de prise en charge après l'agression du 26 mars.

Ils ont demandé à ce qu'Alexie change de classe, où se trouvaient plusieurs élèves qui l'intimidaient. L'école aurait refusé.

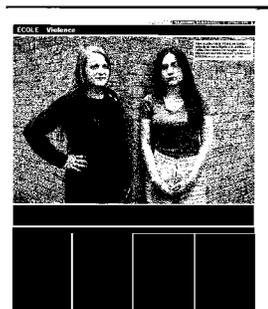
Aucune mesure n'avait été mise en place pour la réintégration d'Alexie après l'agression, critiquent les parents. Aucun professeur n'avait été avisé. Certains parents d'intimidateurs n'avaient pas non plus été informés de la situation, contrairement à ce qu'on leur avait dit, indiquent-ils.

CRISES D'ANXIÉTÉ

En classe, des élèves ont tout bonnement montré à Alexie la vidéo de sa propre agression sur leur cellulaire. À plusieurs reprises, elle a dû quitter l'école en raison de nouvelles menaces ou de crises d'anxiété.

Depuis le 23 avril, elle est officiellement scolarisée à la maison.

Au moment de publier, l'école Thérèse-Martin n'avait pas répondu à notre demande. De son côté, le CSS des Samares confirme avoir reçu la mise en demeure et affirme avoir agi « promptement et avec diligence », indique par courriel Hélène Duchaine, directrice adjointe du service des communications.



Au public, le confort des élèves passe après celui du directeur

C'est dans les écoles privées qu'on pense davantage à climatiser les classes

Les élèves ne sont pas tous égaux devant la chaleur au Québec. Alors que plusieurs écoles publiques climatisent davantage les bureaux de la direction, des écoles privées, elles, vont à contre-courant et priorisent le confort des classes.

MARIE-LAURENCE DELAINEY
Agence QMI

«Le public pense au bien-être du directeur et le privé c'est le contraire, ça n'a aucun sens! Ça donne envie d'aller au privé!», lance sous le couvert de l'anonymat une enseignante de Lanaudière, qui n'est pas autorisée à parler aux médias.

Sur la centaine d'écoles privées et centres de services scolaires qui ont répondu à nos questions, 60 % des écoles publiques priorisent la climatisation des bureaux de l'administration contre 5 % seulement au privé.

En contrepartie, 17 % des écoles publiques priorisent la climatisation des classes contre 57 % pour le privé.

À l'École Trilingue Vision St-Augustin, près de Québec, par exemple, les classes sont climatisées depuis cinq ans, mais pas les bureaux de la direction.

À l'instar des autres établissements privés qui ont répondu à notre questionnaire, l'école non subventionnée se défend d'avoir fait ce choix parce qu'elle a les

«moyens».

BUDGET BIEN GÉRÉ

«Les revenus proviennent à 100 % des parents. Alors, nous gérons le budget avec rigueur. [...] Aucun bureau de la direction et de l'administration n'est climatisé. Il faut dire que nous n'avons pas à animer et à enseigner à 25 enfants, âgés de 4 ans à 12 ans», explique la directrice générale Marie-Claude Bussièrès.

Même son de cloche à l'école secondaire privée François-Bourrin à Québec. Alors que le bureau du directeur général n'est pas climatisé, 75 % des classes, elles, le sont.

«On est des OSBL, l'argent ne sort pas par les fenêtres [...] pour la plupart, on n'est pas en mesure d'offrir de la climatisation à tout le monde, c'est vraiment des choix qu'on fait», explique le DG Jean-David Meunier.

Même si plusieurs aiment avoir plus de marge de manœuvre que les écoles publiques qui doivent rendre des comptes à un centre de services scolaire, pour eux, c'est une question de priorité.

«Faut faire preuve de créativité et de planification, on emprunte à la banque pour pouvoir investir dans nos bâtiments, c'est certain qu'on priorise les élèves et on a la flexibilité de le faire», ajoute le président de la Fédération des établissements d'en-

seignement privés (FEPP), David Bowles.

VIEILLE ÉCOLE, UN ARGUMENT ?

Après avoir raconté la semaine dernière l'histoire d'une mère de Mont-Tremblant qui a financé 42 climatiseurs pour l'école primaire de ses enfants, le ministre de l'Éducation Bernard Drainville a demandé aux établissements de faire preuve de souplesse.

«Mais qu'est-ce que vous voulez? La date moyenne de construction de nos écoles au Québec, c'est 1967», a-t-il aussi dit

Or, selon un sondage de la FEPP, plus de la moitié des écoles privées occuperaient des bâtiments qui ont pourtant plus de 70 ans.

Le collège privé Sainte-Marcelline de Montréal, lui-même fondé en 1967, est «presque entièrement climatisé. Seuls nos deux gymnases ne le sont pas [ils ont seulement la ventilation]», selon la directrice générale, sœur Teresa Belgiojoso.

ALBI OCCASION
COMPTANT
1800 VÉHICULES EN
LIVRAISON 24H

ALBI 2024 ALBI 2024 ALBI 2024	ALBI 2024 ALBI 2024 ALBI 2024	ALBI 2024 ALBI 2024 ALBI 2024
43999\$	43999\$	27999\$

Time to act decisively against antisemitism

Hate and intimidation must not be allowed to become normalized, write **Yair Szlak** and **Eta Yudin**.

Since Oct. 7, and frankly long before, we repeated in countless interviews and wrote in these very pages about the alarm we felt regarding the antisemitism we see in our city. Since then, the hate and intimidation on our streets, in our workplaces and on our campuses have continued to threaten not only the Jewish community, but also our very society and the values that underpin it.

The Jewish community of Montreal will never accept living in fear of violence and intimidation. To quote Menachem Begin, “We are not Jews with trembling knees.” Normalizing antisemitism, trivializing hatred or tolerating escalating violence and intimidation against Quebec’s Jewish community cannot be options, and this is why we will continue to speak out.

Last week, the SPVM released its 2023 annual report, which revealed

that 353 hate crimes were recorded by the Montreal police department, a 67 per cent increase year-over-year. Additionally, the number of hate incidents rose from 72 to 171, an increase of almost 138 per cent. And most experts believe that these numbers are significantly under-reported, as the lack of demonstrable consequences leads to a lack of confidence that reporting acts of hate will bring about meaningful results.

These figures confirm the already worrying data shared in January by various media, including Global News, which reported that 131 antisemitic hate incidents were committed against the Jewish community in Montreal between Oct. 7 and Jan. 30. University presidents have testified before parliament about the “significant problem” of antisemitism on their campuses where encampments have been tolerated for too

long. In recent weeks, Canada experienced a succession of violent incidents targeting its three largest Jewish communities. In Montreal, just days after it was announced that the first suspect had been arrested in connection with one of the November shootings at a Jewish school, another school in the community was hit.

This is our lived experience and what we have been experiencing since the massacre perpetrated by Hamas on Oct. 7. Code words, such as “globalize the intifada” or “kill all Zionists” go unchecked, although we know what they mean.

Some leaders have spoken out, called out this behaviour for what it is and stood against antisemitism.

However, the situation requires more than words and principled positions.

This is not a fight the Jewish community can or should face alone as antisemitism’s rise and normalization indicate a much bigger problem.

We saw firsthand in Europe the consequences of its trivialization.

We cannot continue to watch as the right to freedom

of expression is confused with an obligation to provide a platform for those sowing hate and division and, worse still, to protect those spreading it.

Hate incitement, the occupation of university property and vandalism all contain actionable, criminal offences.

But when we tolerate these behaviours in our streets for months without arrests, without prosecutions to the fullest extent of the law, people will continue to push the limits because they get the message that this is permissible behaviour.

We know that when municipal leaders and authorities take decisive action there is meaningful change.

That is why on June 17 we will be in front of city hall calling for decisive actions against antisemitism and hate in our streets. All citizens deserve to feel safe in Montreal; it is our social contract.

Enough is enough!
Yair Szlak is president and chief executive officer at Federation CJA and Eta Yudin is vice-president (Québec) for the Centre for Israel and Jewish Affairs (CIJA).



ICI  RADIO-CANADA

Des bourses de 5000 \$ pour attirer des enseignants en Abitibi-Ouest

JEAN-MICHEL COTNOIR

Un an après l'annonce de sa création, en juin 2023, le comité de la Grande Séduction - Éducation en Abitibi-Ouest a fait le point sur l'avancement des démarches visant à amasser la somme de 300 000 \$ pour l'attraction et la rétention de personnel dans les écoles, plus particulièrement les enseignants.

En un an, le comité a amassé 115 000 \$, soit un peu plus du tiers de son objectif.

Cette somme, récoltée grâce aux contributions d'entreprises du milieu, a permis la mise sur pied d'un programme de bourses incitatives.

Ainsi, un étudiant qui termine ses études en enseignement ou un enseignant qualifié venant de l'extérieur de l'Abitibi-Ouest qui choisirait le Centre de services scolaire du Lac-Abitibi pour travailler serait admissible à une bourse de 5000 \$.

Pour tous les autres métiers de soutien à l'élève, la bourse est de 3000 \$.

Tommy Collard, président du comité Grande Séduction Éducation, indique que la situation du personnel dans les écoles n'est présentement pas alarmante, mais qu'il est malgré tout important d'agir maintenant afin d'éviter de frapper un mur dans les prochaines années.

Ce qui m'a accroché dans ce projet-là c'est de dire : "On a des problématiques qui s'en viennent dans les prochaines années, si on n'y fait pas face, si on ne vient pas les adresser immédiatement, on va se retrouver dans la même situation qu'on était en santé, et ce n'est pas ce qu'on veut", affirme-t-il, en faisant référence aux coupures et aux réductions de services qui ont mené à la Grande Séduction - Santé.

Le feu n'est pas pris. Ça sent la fumée un petit peu, alors il faut agir.

- Tommy Collard, président du comité de la Grande Séduction - Éducation

Manque de relève

La directrice des ressources humaines au Centre de services scolaire du Lac-Abitibi, Julie Paquet, souligne qu'il n'y a présentement pas assez d'étudiants inscrits dans les programmes universitaires en enseignement pour combler les départs prévus à la retraite à court terme.

On a déjà eu jusqu'à 40 stagiaires dans une année, tandis que maintenant, ça tourne autour de 15 et 20 stagiaires par année, toute matière confondue. Et ça, ce n'est pas assuré qu'ils reviennent en région après leurs études pour exercer leur métier, fait-elle observer, ajoutant que ce sont les remplacements de longue durée qui sont présentement les plus difficiles à pourvoir.

Avec un 10 % d'enseignants d'ici cinq ans qui devraient partir à la retraite, c'est certain que le nombre de stagiaires qu'on a présentement n'est pas suffisant.

- Julie Paquet

Les écoles du CSS Lac-Abitibi n'en sont pas là, mais Tommy Collard, avec son implication, a notamment pour objectif d'éviter que des mesures de contingence doivent être déployées en cas de manque de personnel.

Qu'est-ce qui pourrait arriver? Est-ce qu'on parle de fermetures d'écoles, de fermetures de classes? De mettre une caméra dans une classe et avoir un enseignant à l'extérieur? Ce n'est peut-être pas vers là qu'on veut s'en aller. Ce qu'on ne veut pas, c'est qu'il y ait une diminution des services de qualité qui sont offerts présentement aux jeunes, affirme-t-il.

Avec le programme de bourses fraîchement annoncé, Julie Paquet se dit optimiste de voir la tendance actuelle s'inverser.

J'espère que ça va avoir un impact sur des gens qui hésitent souvent entre différents secteurs en Abitibi-Témiscamingue. Nous on dit souvent : "On ne passe pas par La Sarre, on vient à La Sarre". Donc c'est certain que pour que les gens viennent s'établir ici, il faut qu'il y ait un incitatif qui parfois soit différent des autres secteurs en Abitibi ou ailleurs au Québec. Alors oui, j'ai bon espoir que ça puisse faire une différence, estime-t-elle.

Section Jeunesse Desjardins

Une Brigade culinaire qui éveille les passions

Par Amélie Houle, Le Nouvelliste

La dernière année a été mouvementée pour les cousines Yoèla Keren Blo et Odelia Bombo, toutes deux originaires de la Côte d'Ivoire. Alors qu'il y a un an, Yoèla arrivait en sol trifluvien, sa cousine y a emménagé quelques mois plus tard.

Une nouvelle vie les attendait, elles le savaient très bien, mais elles étaient loin de se douter qu'elles s'épanouiraient autant dans leur nouveau milieu scolaire.

Puisqu'elles parlaient déjà le français, l'intégration des deux élèves s'est somme toute bien déroulée et des amitiés se sont rapidement développées. Mais c'est toutefois un cours parascolaire qui a éveillé une véritable passion pour ces dernières.

Comme une cinquantaine d'autres élèves de l'établissement scolaire, Yoèla et Odelia se sont en effet inscrites dès le début de l'année scolaire aux Brigades culinaires qui sont offertes depuis 2016 à l'école secondaire des Pionniers.

«J'ai la passion de la cuisine depuis que je suis toute petite. Et j'aime cuisiner pour rendre heureux les gens et pour leur faire plaisir», mentionne tout naturellement Yoèla.

«Comme on se connaissait et qu'on avait la passion pour la cuisine, on a décidé d'embarquer toutes les deux», avoue pour sa part Odelia.

Une Brigade culinaire populaire

Ainsi, chaque lundi, comme Odelia et Yoèla, une cinquantaine d'élèves de l'école secondaire participent pendant l'année scolaire à des ateliers culinaires donnés par la chef Mylène Duhaime qui est à l'embauche de l'école pour le projet.

«On m'a présenté le projet au départ et je me suis dit que j'allais pouvoir transmettre ma passion de la cuisine à des jeunes de 12-13 et même 14 ans. Savoir cuisiner, je trouve que c'est super important et les jeunes doivent savoir se débrouiller avec la base parce que ce n'est pas vrai qu'ils vont apprendre à se faire à manger à 20 ans seulement.»

— Mylène Duhaime, enseignante et chef

Desserts, viande, ou encore entrées, rien n'arrêtent les élèves qui apprennent les rudiments de la cuisine tout au long de l'année.

«Chaque atelier a un thème, donc si on a le poisson, ils vont apprendre à le cuire et à l'apprêter. On voit vraiment tout, de la boîte lunch, à la salade, ou encore la coupe des légumes et des fruits. Ils ont quelques minutes d'explications et après je les laisse faire parce que je prône leur autonomie», explique Mme Duhaime qui avoue voir une popularité grandissante pour les ateliers de la Brigade culinaire au fil des ans.

Mais les Brigades culinaires, qu'est-ce que ça mange réellement en hiver?

C'est en fait une initiative de La Tablee des Chefs, un organisme qui lutte contre le gaspillage alimentaire. Des activités parascolaires sont organisées dans près de 300 écoles secondaires du Québec, mais aussi du Canada.

Une compétition culinaire pour clore la saison

Comme pour Odelia et Yoèla, certains élèves de l'école secondaire des Pionniers développent eux aussi des aptitudes ou même une passion pour la cuisine en cours d'année avec les ateliers offerts par la chef Mylène Duhaime.

Mais pour certains d'entre eux, le clou du spectacle est sans contredit la grande finale des Brigades culinaires. Cette année, cette dernière avait lieu le 2 juin, à Montréal.

Mais évidemment, ce ne sont pas toutes les écoles du Québec et du Canada qui sont invitées. Après des quarts et des demi-finales, les cinq meilleures brigades sont sélectionnées et doivent s'affronter dans une compétition culinaire où ils doivent cuisiner avec trois ingrédients mystères.

Et une fois de plus cette année, cinq élèves ont eu l'honneur de représenter l'école des Pionniers. Odelia et Yoèla étaient du nombre.

«On a eu comme ingrédients des hauts de cuisses de poulet, des asperges et des champignons et on devait préparer cinq assiettes identiques», souligne Odelia Bombo.

«On a fait du poulet farci aux champignons, des asperges et d'autres légumes et une petite purée de poivron avec du riz au curry», ajoute sa cousine.

Si l'équipe trifluvienne n'a pas remporté les grands honneurs, c'est toutefois avec le sentiment du devoir

accompli et des souvenirs plein la tête que les cinq membres de l'équipe sont revenus à la maison.

«Au début on avait un stress, mais quand on est arrivées devant notre poste de travail, on a rapidement oublié le stress et on s'est mises rapidement en action», précise Odelia.

«On a eu une rétroaction des juges, mais c'était vraiment mineur. Moi j'ai dit aux cinq filles qu'elles n'ont peut-être pas remporté le premier prix, mais qu'on est quand même dans les cinq meilleures équipes sur 1500 au Canada donc c'est vraiment inspirant», conclut la chef Mylène Duhaime.

Les élèves défavorisés au cœur de la nouvelle Fondation Famille Baril

Par Amélie Houle, Le Nouvelliste

L'invitation officielle envoyée aux médias et aux invités mentionnait une célébration pour souligner les 60 ans en affaires de la famille Baril. Pourtant, c'est quelque chose de bien plus gros qui se tramait mercredi soir à Shawinigan. Une Fondation au nom de la famille bien connue, c'est finalement ce que tissait Séléna Baril depuis quelques mois, et ce, à l'insu de son père, Claude.

La Fondation Famille Baril se veut en quelque sorte le prolongement des valeurs de la famille Baril qui est déjà bien impliquée dans son milieu depuis quelques années.

«Mon père n'était pas au courant du tout. Mais c'était quelque chose qui lui tenait déjà à cœur quand il était encore au magasin de s'associer à des organismes pour les enfants. Ça allait de soi», avoue d'emblée Séléna Baril, propriétaire du IGA Extra Famille Baril de Shawinigan.

Une fondation pour les enfants défavorisés

La Fondation aurait donc pu venir en aide à différentes clientèles, mais afin d'honorer les valeurs chères au paternel, Séléna Baril avec son conjoint Éric Labranche et le pharmacien Jean-François Ayotte ont finalement opté de venir en aide aux enfants issus de milieux défavorisés de Shawinigan.

«C'est une idée de mon conjoint en fait. Nous on faisait déjà beaucoup de commandites au niveau des écoles pour les collations. [...] Mais à un moment donné, je n'arrivais plus à fournir à la demande. Elle était devenue plus grande que ce que moi j'arrivais à fournir.»

— Séléna Baril, propriétaire du IGA Extra Famille Baril de Shawinigan

De plus, un autre besoin est rapidement apparu dans le rétroviseur de Séléna et son conjoint en cours de route.

«On tenait à payer personnellement chaque année un ou deux habits d'hiver à l'école de nos enfants en collaboration avec la direction de l'école. Mais l'année dernière, on a eu huit demandes et on s'est rendu compte qu'il y avait vraiment un besoin et qu'on ne pouvait pas

répondre à la demande de manière personnelle comme on le faisait.»

«Mais on voyait vraiment une différence auprès des enfants à qui on fournissait des habits au niveau de la socialisation et de l'estime personnelle, donc on a vraiment senti un besoin et on voulait y répondre», explique-t-elle.

Les écoles comme partenaire majeur

C'est pour cette raison que la nouvelle Fondation s'est finalement engagée à fournir, de concert avec les écoles primaires, des collations et des habits d'hiver neufs aux élèves de Shawinigan.

«On a quelques écoles de Shawinigan avec lesquelles on collaborait déjà et on va essayer d'étendre ça partout à Shawinigan pour commencer. Mais on a l'ambition de couvrir vraiment la région et même Mékinac dans les plans à moyen et long terme.»

— Séléna Baril

D'ailleurs, ce sont les écoles directement qui feront partie du processus de sélection des enfants qui pourraient éventuellement avoir besoin d'un petit coup de pouce de la Fondation.

«On va passer par les écoles pour avoir les demandes. En fait, c'est vraiment les milieux scolaires qui vont venir nous dire s'ils ont un besoin dans leur école. Pour nous, c'était la façon de s'assurer que ce qu'on redonne se rende directement aux enfants», précise Séléna.

Une bière comme financement

D'ailleurs, si la nouvelle Fondation va compter sur divers événements au cours de la prochaine année pour

amasser des fonds, c'est une bière qui fera office de première levée de fonds.

Spécialement brassée par le Broadway Microbrasserie de Shawinigan, chaque bière La Baril vendue permettra de donner 1 \$ à la Fondation.

La bière en question est en vente au IGA Extra Shawinigan, dans les dépanneurs Voisin de Shawinigan et Trois-Rivières, au dépanneur Bonisoir de Shawinigan, au dépanneur Du Moulin de Saint-Tite, au Marché Tradition de Lac-aux-Sables et au Marché Tradition et dépanneur Voisin Famille Moreau de Sainte-Thècle.

Actualités locales

Un nouveau gymnase pour les élèves de l'école Le Tandem de Jonquière

Par Myriam Arsenault, Initiative de journalisme local

Dès 2025, les élèves qui fréquentent l'école Le Tandem de Jonquière pourront découvrir de nouveaux locaux dans un projet d'agrandissement estimé à plus de 9,7 millions de dollars. Les travaux comptent l'ajout d'un gymnase, de deux classes et d'un bloc sanitaire ajouté à son Édifice Saint-Luc.

C'est le gouvernement du Québec qui a financé ses travaux, avec une aide financière accordée dans le cadre du Plan Québécois des Infrastructures (PQI) 2019-2029. La construction du nouveau gymnase est le cœur de ce projet.

«Je suis très content pour les jeunes de l'école Le Tandem qui vont pouvoir profiter des travaux d'agrandissement de l'édifice Saint-Luc. Grâce à un investissement de plus de 9,7 millions, notre gouvernement permet aux élèves des environs d'avoir, entre autres, un beau grand gymnase où ils pourront dépenser leur énergie», souligne le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, par voie de communiqué de presse.

Ce sont quelque 400 élèves qui pourront bénéficier de ses nouvelles installations, soient les jeunes qui fréquentent l'Édifice Saint-Luc, mais également leurs voisins de l'Édifice Rosaire. Les deux édifices ne sont qu'à quelques pas l'un de l'autre et forment ensemble l'école Tandem. Les jeunes du premier cycle fréquentent l'Édifice Saint-Luc tandis que ceux de 3^e année à la 6^e année du primaire vont à l'Édifice Rosaire.

Élèves, équipes-écoles, parents, partenaires et membres de la direction avaient été invités, mercredi, à venir fêter le début de ces travaux. Le CSS de la Jonquière planche sur ce projet depuis 2018.

S'informer, c'est SENSÉ: sept élèves brillent dans un concours du Quotidien

Par Myriam Arsenault, Initiative de journalisme local

Sept jeunes des écoles du Centre de services scolaire (CSS) des Rives-du-Saguenay se sont illustrés à la toute première édition de S'informer, c'est sensé. Initié par Le Quotidien, ce concours a comme objectif de démystifier l'univers des médias aux élèves.

Ce projet découle de discussions entre le journal et le CSS, qui souhaitent ensemble trouver une façon de rendre plus accessibles les plateformes numériques du Quotidien et des Coops de l'information aux enseignants et professeurs.

Il était important pour eux de le faire, puisque nombreux sont les enseignants qui utilisent des articles en classe dans leur pédagogie. Les plateformes d'information demeurent de bons outils pour intéresser les élèves, quelle que soit la matière.

Les enseignants peuvent également faire de l'éducation aux médias, par le biais de leur utilisation.

«C'est super important d'éduquer les jeunes aux médias. Les enseignants peuvent les former à l'utilisation de ces plateformes-là et les inciter à être curieux, à chercher les bonnes sources et à s'informer aux bons endroits», indique Amélie Cormier, conseillère pédagogique pour le CSS des Rives-du-Saguenay, qui a participé à l'élaboration de ce partenariat.

Un concours

Afin de faire connaître ce nouveau partenariat, un concours impliquant les jeunes a pris forme. Il était demandé aux élèves participants de rédiger la recommandation d'un article du Quotidien ou des As de l'info qu'ils avaient apprécié ou alors de recommander un

livre, un spectacle, un film, etc. Les exigences des textes dépendaient de leur niveau scolaire.

Des participants de la 4^e année du primaire à la troisième du secondaire se sont prêtés au jeu pour cette toute première édition. Ils ont travaillé chacun sur un article coup de cœur qui les avait particulièrement intéressés.

«On voulait aussi, avec ce concours, faire de l'éducation aux médias, pour que les élèves comprennent comment un article journalistique était construit. Ça nous permettait de leur apprendre, par la bande, à consulter de l'information.»

— Catherine Morency, conseillère principale, communications et image de marque pour Le Quotidien

Sept d'entre eux ont vu leurs efforts être récompensés. Des prix d'une valeur de 700 \$, offerts par les Jeux Ludik et la librairie Les Bouquinistes, ont d'ailleurs été remis aux gagnants.

Autant le CSS des Rives-du-Saguenay que le journal Le Quotidien sont ravis de cette initiative qui s'est avérée être une réussite. Tous espèrent qu'une prochaine édition aura lieu prochainement et qu'il y aura cette fois-ci encore plus de participants.

The Border Report

Cindy is looking forward to making her debut at our upcoming dog walk, which will take place at 11 a.m. Saturday, June 15. To meet Cindy and our other adoptable dogs, why not join us?

The end of the school year at Phelps Helps

By Phelps Helps

Cindy is looking forward to making her debut at our upcoming dog walk, which will take place at 11 a.m. Saturday, June 15. To meet Cindy and our other adoptable dogs, why not join us?

Another year of Elementary and High School tutoring sessions have now come to a close at Phelps Helps and our team is rooting for our kids as they take their tests and exams during the next couple of weeks. As with parents and teachers, we at Phelps Helps have all been working hard to support students through the long school year as they doggedly attend classes, complete their homework, and tackle exams. This year our youth will have attended close to 180 school days. At Phelps Helps, the Elementary team held ninety weekly sessions with Grade 5 & 6 students from École primaire du Jardin-des-frontières (JDF) and Sunnyside Elementary School. The High School Program sessions were open for nearly one hundred evenings (99) with an accumulated attendance of 1,621 in all. Our local youth work hard!!!

Also working hard and integral to the Phelps Helps' team are our dedicated volunteers who, whenever they have an hour to spare, take the time from their busy schedules to work with our participants. This year our many volunteers took part in sessions over five hundred times. Our kids look forward to seeing these volunteers and love to show them how hard they work, talk about their school days, and get help deciphering their homework. For these volunteers and staff alike, there are no sweeter words than the proudly stated "I passed!" or "I got a higher mark!" from students who were struggling in a subject at the beginning of the year.

To round off this year of hard work and perseverance (and have a bit of fun), last week Phelps Helps held our end of the year High School party with a scavenger hunt, dancing and a lively game of Eagle Eye at the Stanstead Stone Circle. And this past Tuesday we took the Elementary kids bowling at our local bowling alley. It's good medicine for all to take the time to celebrate our

hard work and to let loose and have some fun, especially during exam time and after a long school year.

Also coming to an end this week at Phelps are our Spark sessions at JDF and Sunnyside. This past year, Phelps has held 129 Spark sessions for all grade levels in both schools. The theme this year was career paths and this month the spotlight was on the job of an Environmental Consultant.

The kids were challenged to work in teams to clean up an oil spill on water. The elementary team is already busy creating and planning for next year's Spark program.

With the various school year programs coming to an end, Phelps Helps is still busy with the Compass Program and has more in the works with Second Chance, Phelps' summer tutoring program taking place throughout July, as well as our summer camp for ages 11-13 taking place for two weeks in August. And of course, the Phelps Youth Club is an ongoing event every Friday evening. The school year does come to an end, but Phelps' remains busy yearlong!

Phelps Helps is a community-led non-profit organization dedicated to improving the lives of children, teens and young adults in Stanstead, Quebec and its surrounding areas. Through a range of free, tailored programs and initiatives, Phelps Helps supports educational achievement, careers, youth development and more. Its focus on collaboration and community engagement ensures lasting, positive change for a brighter future. For more information or to volunteer, please email us at info@phelpshelps.ca, visit our website www.phelpshelps.ca or call us on 819-704-0799.

Le Courrier Sud

Bientôt une école secondaire alternative à Bécancour?

PAR STÉPHANIE PARADIS

BÉCANCOUR. Un comité de parents s'est tout récemment formé afin de réclamer auprès du Centre de services scolaire de la Riveraine une école secondaire alternative sur son territoire. On souhaite l'ouverture de l'établissement scolaire en septembre 2026.

Ces parents qui forment le comité ont tous des enfants qui fréquentent ou qui ont fréquenté l'École alternative des Perséides, située dans le secteur de Sainte-Angèle-de-Laval à Bécancour, seule école primaire alternative du CSS de la Riveraine. Ceux-ci ont reçu, au printemps, une communication du CSS indiquant une surpopulation probable des écoles de Saint-Léonard-d'Aston et de Nicolet qui les forcerait à réévaluer les villes desservies par celles-ci.

« Je me suis dit qu'une nouvelle école secondaire à Bécancour serait une excellente idée avec tout le développement domiciliaire des dernières années et à venir, et donc, des nouvelles familles. Que seront nos options? Trois-Rivières?, témoigne Marie-Josée Beaulac, membre du comité formé de huit parents. Puis, d'autres mamans ont partagé le courriel du CSS dans le groupe de parents de l'École alternative des Perséides en évoquant la possibilité de créer un comité pour ouvrir une école secondaire alternative. Je ne me suis pas posé de questions! Oui, pourquoi pas, une continuité de l'école primaire alternative! », ajoute-t-elle.

« Il faut réfléchir à ce qu'on veut comme école secondaire. Donc, il faut aussi effectuer des recherches par rapport à la pédagogie qui sera proposée », explique Mélanie Pinard, membre du comité et ancienne enseignante à l'École des Perséides. Pour ce faire, le comité visitera notamment l'École alternative de la Tortue-des-Bois, soit l'école secondaire alternative du CSS de l'Énergie, à Saint-Mathieu-du-Parc. Elle consultera

également le site web du Réseau des écoles publiques alternatives du Québec (RÉPAQ) et tiendra une rencontre d'avant-projet le 5 novembre 2024.

Les étapes à franchir

Maintenant que la première étape vers la création d'une école secondaire alternative sur le territoire du CSS de la Riveraine, soit la formation d'un comité comme noyau de départ, est faite, la prochaine étape sera la cueillette d'informations, notamment le nombre de parents qui pourraient être intéressés à y envoyer leur enfant et ce qu'eux considèrent important dans leur éducation. « Si on veut répondre à un besoin, on ne peut pas être juste huit parents et décider de l'éducation pour les élèves du secondaire. Il faut savoir ce serait quoi une école différente pour une majorité de parents, et ce qu'ils proposeraient », explique Mme Pinard.

L'étape suivante sera de présenter ces informations lors de la rencontre du 5 novembre prochain, puis, si l'intérêt est suffisamment grand, de rédiger un avant-projet qui sera remis au CSS de la Riveraine, idéalement au début de l'année 2025.

C'est finalement le CSS de la Riveraine qui prendra la décision finale sur la faisabilité du projet et sur l'emplacement de l'établissement, le cas échéant. « C'est sûr que le comité espère que le positionnement sera central pour qu'il y ait le plus d'élèves possible qui puissent en bénéficier sur notre territoire, mentionne Mme Pinard. Dans la ville de Bécancour, il n'y a pas d'école secondaire. Est-ce que politiquement, ça serait bien pour eux de la placer dans la ville de Bécancour? Je n'en ai aucune idée! », lance-t-elle. Actuellement, les enfants de Bécancour doivent compléter leurs études secondaires à Saint-Pierre-les-Becquets, à Saint-Léonard-d'Aston ou à Nicolet, s'ils souhaitent continuer de fréquenter le même CSS.

Le choix de l'école alternative

Mélanie Pinard a quatre enfants. Les trois plus vieux ont fréquenté l'école primaire traditionnelle, mais lorsqu'est venu le temps pour sa plus jeune d'entrer à l'école, elle s'est questionnée sur ce qui était le mieux pour elle, dans les circonstances. « Quand Marine est entrée à la maternelle, elle savait déjà lire. Quand elle a fini la maternelle, elle était très avancée et lisait comme un élève de deuxième année. On s'est alors dit que l'école alternative serait adaptée à son rythme et serait un meilleur modèle pour elle », croit-elle.

La fille de Mme Pinard a terminé l'école primaire l'an dernier et fréquente actuellement le secondaire au régulier. « Elle s'est très bien adaptée à la vie au secondaire, mais elle verbalise une grosse baisse de motivation, car elle n'est pas habituée à cette formule, ce qu'on n'avait jamais entendu de son primaire », ajoute-t-elle.

« J'aurais aimé que ma fille ait le choix de continuer dans un modèle alternatif, alors j'ai décidé de m'impliquer dans le comité pour les autres élèves. J'y crois vraiment! », conclut-elle.

Des élèves présentent et essaient des « dunes buggy » fabriqués de leurs mains



Courtoisie

Par Léa Arnaud, Journaliste de l'Initiative de journalisme local

Le grand dévoilement des projets des élèves du profil métal du centre de formation des Bâtisseurs avait lieu le vendredi 31 mai à Saint-Joseph-de-Beauce.

Les jeunes ont présenté leur projet de « *dune buggy* » sur lequel ils ont travaillé pendant la dernière année scolaire. C'est en équipe qu'ils ont fabriqué le véhicule sur une période de 375 heures. De plus, ils ont eu l'immense plaisir de faire des essais extérieurs pour profiter du résultat de leurs efforts et de leur persévérance.

L'école Saint-Edmond obtient 57 000\$ d'instruments de musique en cadeau



Photo: FM 103,3

Adréanne Gariépy

La fondation evenko fait un don d'une valeur de 57 000\$ en instruments de musique ce mardi à l'école secondaire Saint-Edmond à Greenfield Park.

Grâce à son programme La tournée des dons, la Fondation evenko permet aux élèves de recevoir 17 nouveaux instruments de musique.

Vibraphone, table de percussion, marimba ; les élèves pourront développer plusieurs nouvelles habiletés.

Le groupe québécois Alfa Rococo a présenté une performance surprise aux écoliers en plus de répondre à leurs questions.

Il a aussi eu une discussion sur les bienfaits de l'éducation musicale.

L'école, qui a été sélectionné parmi 35 autres établissements scolaires, est convaincue des bénéfices de la musique chez les adolescents.

Pour la Fondation evenko, ce genre de dons a pour but de soutenir les programmes de musique des écoles du Québec.

L'École secondaire du Plateau fête ses finissants



Par Victor Carré



Les finissants de l'École secondaire du Plateau ont vécu leur traditionnelle collation des grades.

Plusieurs activités étaient au menu pour les jeunes au courant de l'après-midi. Ils se sont notamment vu remettre leur album des finissants, et ont pu parader dans les couloirs de l'école sous les tonnerres d'applaudissements de leurs confrères.

Le clou du spectacle aura été la cérémonie de remise d'attestation d'études devant parents, amis et membres du personnel de l'école. Vêtus de la toge et du mortier, les 116 élèves de la cohorte ont reçu leur diplôme des mains du directeur de l'établissement, Martin Morasse.

Les efforts déployés dans les cinq dernières années de la cohorte 2023-2024 ont par le fait même été reconnus durant cette cérémonie. « C'était une belle cohorte comme on les aime. Elle était très dynamique et on a eu du plaisir à évoluer avec eux », affirme M. Morasse.

La journée s'est conclue autour d'un vin d'honneur ou d'un cocktail sans alcool en compagnie des parents et sans oublier les jeunes fraîchement diplômés.

Communiqué (s)



Communiqué

Pour diffusion immédiate

Bourses du Conseil de l'industrie forestière du Québec Trois apprenants du CFP de l'Estuaire parmi les lauréats

Baie-Comeau, le 12 juin 2024 – Le Centre de formation professionnelle (CFP) de l'Estuaire a profité de sa soirée méritas du 23 mai dernier pour souligner l'obtention, par trois de ses finissants, de bourses décernées par le Conseil de l'industrie forestière du Québec (CIFQ).

Deux récipiendaires de la bourse Leadership

Arnold Kana et Vincent Thibouthot, respectivement diplômés dans les programmes Électromécanique de systèmes automatisés et Abattage et façonnage des bois au cours des derniers mois ont mérité la bourse Leadership ayant comme objectif de favoriser une diversité de talents au sein de l'industrie en favorisant le leadership et l'engagement des étudiants dans leur milieu.

Arnold Kana

Décrié comme modèle d'implication scolaire, Arnold Kana s'est pleinement investi dans ses apprentissages tout au long de sa formation d'une durée de deux ans. On le décrit d'ailleurs comme un exemple et un modèle pour les nouveaux élèves tant pour son implication scolaire que par la rigueur accordée à la santé-sécurité au travail. Profitant de toutes les occasions d'explications et de démonstrations de groupe afin de maximiser son expérience d'apprenant, Arnold était reconnu par le personnel pour son savoir-être. Toujours souriant, de bonne humeur et d'une politesse exemplaire, son entourage lui a également permis de faciliter l'intégration des autres étudiants étrangers au CFP de l'Estuaire.

Vincent Thibouthot

Sportif de haut niveau en cyclisme, Vincent Thibouthot a su réinvestir discipline, autonomie, ponctualité et assiduité dans sa formation de six mois en Abattage et façonnage des bois. Décrié comme un apprenant aussi respectueux envers la machinerie qu'envers ses pairs et ses enseignants, Vincent s'est notamment démarqué par son savoir-faire et son savoir-être professionnel. Bénéficiant d'une grande aisance et d'une facilité d'apprentissage lui permettant de finir plus tôt les tâches à accomplir, il réinvestissait alors le temps restant pour aider ses coéquipiers avec patience et bienveillance. Leader naturel doté d'une attitude positive et respectueuse, il est décrit comme une personne écoutée malgré son tempérament réservé.

À titre de récipiendaires de la bourse Leadership du CIFQ, Arnold, qui est aujourd'hui à l'emploi d'Hydro-Québec dans le secteur de Manic-5, et Vincent, qui poursuit sa carrière au sein de la Coopérative forestière de Petit Paris, ont mis la main sur une bourse respective de 1 000 \$.

Bourse d'excellence

Marco-James Vachon-Mercier du programme Abattage et façonnage des bois a pour sa part mérité une bourse d'excellence de 1000 \$ également décernée par le Conseil de l'industrie forestière du Québec dans le but de souligner les efforts des étudiants de la relève dans le milieu de la foresterie sur la base de leur dossier académique.

Diplômé en février 2024, Marco-James Vachon-Mercier est un parfait exemple de détermination, de persévérance et de résilience, lui qui cumule un parcours scolaire et un parcours de vie parsemés d'embûches. « Son parcours n'a pas toujours été facile, mais son attitude face aux difficultés a été la clé de son succès », a-t-on pu entendre au sujet de cet apprenant toujours souriant et prêt à la tâche, lors de la remise des bourses, le 23 mai. Désireux d'ajouter une autre corde à son arc, Marco-James a intégré, après l'obtention de son diplôme en Abattage et façonnage des bois, la formation en Forage au diamant, toujours au CFP de l'Estuaire.

Le Centre de services scolaire de l'Estuaire se joint à la direction et au personnel du CFP de l'Estuaire pour féliciter les récipiendaires de ces bourses offertes par le CIFQ et ses partenaires. Bon succès aux finissants dans leur vie professionnelle!

-30-

Source : Patricia Lavoie
Régisseuse aux communications
Centre de services scolaire de l'Estuaire
418 589-0806, poste 4860
Patricia.lavoie@cssestuaire.gouv.qc.ca

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE L'ESTUAIRE

Bourses du Conseil de l'industrie forestière du Québec - Trois apprenants du CFP de l'Estuaire parmi les lauréats

13 juin 2024

Le Centre de formation professionnelle (CFP) de l'Estuaire a profité de sa soirée méritas du 23 mai dernier pour souligner l'obtention, par trois de ses finissants, de bourses décernées par le Conseil de l'industrie forestière du Québec (CIFQ).

Deux récipiendaires de la bourse Leadership

Arnold Kana et Vincent Thibouthot, respectivement diplômés dans les programmes Électromécanique de systèmes automatisés et Abattage et façonnage des bois au cours des derniers mois ont mérité la bourse Leadership ayant comme objectif de favoriser une diversité de talents au sein de l'industrie en favorisant le leadership et l'engagement des étudiants dans leur milieu.



Arnold Kana

Décrit comme modèle d'implication scolaire, Arnold Kana s'est pleinement investi dans ses apprentissages tout au long de sa formation d'une durée de deux ans. On le décrit d'ailleurs comme un exemple et un modèle pour les nouveaux élèves tant pour son implication scolaire que par la rigueur accordée à la santé-sécurité au travail. Profitant de toutes les occasions d'explications et de démonstrations de groupe afin de maximiser son expérience d'apprenant, Arnold était reconnu par le personnel pour son savoir-être. Toujours souriant, de bonne humeur et d'une politesse exemplaire, son entourage lui a également permis de faciliter l'intégration des autres étudiants étrangers au CFP de l'Estuaire.



CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DE MONTRÉAL

Prix Étincelle et reconnaissance en lecture : notre personnel éducatif se démarque!

13 juin 2024



Les prix Étincelle et reconnaissance en lecture visent à valoriser le travail des membres du réseau scolaire qui cultivent le plaisir de lire au sein de leur communauté éducative. Ces récompenses soulignent leur influence positive auprès de leurs collègues ainsi que leur contribution à la réussite des jeunes.

Au CSSDM, deux projets se sont distingués!

Nous félicitons Chantal Serpa, orthopédagogue à l'école Hélène-Boullé et responsable du projet littérature jeunesse, et Viviane Morin, bibliothécaire aux services éducatifs impliquée dans le projet « Livrooom ».

Passionnées d'offrir un accompagnement personnalisé aux élèves ainsi qu'à l'ensemble du personnel, elles ont su mettre sur pied un projet créatif alliant plaisir et éducation et se sont ainsi méritées ces distinctions bien méritées!

Pour plus d'information



Vincent Thibouthot

Sportif de haut niveau en cyclisme, Vincent Thibouthot a su réinvestir discipline, autonomie, ponctualité et assiduité dans sa formation de six mois en Abattage et façonnage des bois. Décrit comme un apprenant aussi respectueux envers la machinerie qu'envers ses pairs et ses enseignants, Vincent s'est notamment démarqué par son savoir-faire et son savoir-être professionnel. Bénéficiant d'une grande aisance et d'une facilité d'apprentissage lui permettant de finir plus tôt les tâches à accomplir, il réinvestissait alors le temps restant pour aider ses coéquipiers avec patience et bienveillance. Leader naturel doté d'une attitude positive et respectueuse, il est décrit comme une personne écoutée malgré son tempérament réservé.

À titre de récipiendaires de la bourse Leadership du CIFQ, Arnold, qui est aujourd'hui à l'emploi d'Hydro-Québec dans le secteur de Manic-5, et Vincent, qui poursuit sa carrière au sein de la Coopérative forestière de Petit Paris, ont mis la main sur une bourse respective de 1 000 \$.

Bourse d'excellence

Marco-James Vachon-Mercier du programme Abattage et façonnage des bois a pour sa part mérité une bourse d'excellence de 1000 \$ également décernée par le Conseil de l'industrie forestière du Québec dans le but de souligner les efforts des étudiants de la relève dans le milieu de la foresterie sur la base de leur dossier académique.



Diplômé en février 2024, Marco-James Vachon-Mercier est un parfait exemple de détermination, de persévérance et de résilience, lui qui cumule un parcours scolaire et un parcours de vie parsemés d'embûches. « Son parcours n'a pas toujours été facile, mais son attitude face aux difficultés a été la clé de son succès », a-t-on pu entendre au sujet de cet apprenant toujours souriant et prêt à la tâche, lors de la remise des bourses, le 23 mai. Désireux d'ajouter une autre corde à son arc, Marco-James a intégré, après l'obtention de son diplôme en Abattage et façonnage des bois, la formation en Forage au diamant, toujours au CFP de l'Estuaire.

Le Centre de services scolaire de l'Estuaire se joint à la direction et au personnel du CFP de l'Estuaire pour féliciter les récipiendaires de ces bourses offertes par le CIFQ et ses partenaires. Bon succès aux finissants dans leur vie professionnelle!

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE DES MILLE-ÎLES Une médaille d'or aux Olympiades canadiennes !

13 juin 2024



Le Centre de services scolaire des Mille-Îles a fièrement été représenté lors de la 28e édition des Olympiades canadiennes des métiers et des technologies puisque Jean-Gabriel Blais, du Centre de formation professionnelle de l'automobile de Sainte-Thérèse (CFPA), a remporté la médaille d'or dans la catégorie Mécanique de véhicules légers et d'équipement.

Cette compétition majeure, qui se déroulait les 30 et 31 mai derniers au Centre de foires de Québec, réunissait les meilleurs talents du pays dans 45 compétitions passionnantes dédiées aux métiers spécialisés.

Un rassemblement de compétiteurs exceptionnels

Chaque année, les Olympiades canadiennes des métiers et des technologies réunissent plus de 550 concurrents venant de toutes les régions du pays. Ces compétiteurs s'affrontent dans plus de 40 métiers spécialisés, offrant ainsi un spectacle captivant de compétences et d'expertise.

Les Olympiades canadiennes: valoriser les métiers spécialisés

Les Olympiades canadiennes des métiers et des technologies sont organisées chaque année par Compétences Canada. Depuis 1994, 1016 Québécoises et Québécois ont fait partie d'Équipe Québec et 644 d'entre eux ont décroché une médaille. La prochaine édition se déroulera à Régina en Saskatchewan, les 29 et 30 mai 2025.

Félicitations Jean-Gabriel pour cette médaille d'or !

Pour plus d'information



CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE MARIE-VICTORIN

Le CSS Marie-Victorin souligne l'engagement de ses bénévoles lors de sa Soirée de reconnaissance

13 juin 2024



La Direction générale et le comité de parents du Centre de services scolaire Marie-Victorin (CSSMV) ont honoré les bénévoles dévoués qui contribuent à la réussite éducative des élèves lors de la soirée *Reconnaissance des bénévoles*, qui s'est tenue hier, à l'École hôtelière de la Montérégie (ÉHM).

Cet événement annuel vise à célébrer l'implication des bénévoles qui jouent un rôle crucial dans la création de milieux de vie stimulants et favorables à l'épanouissement des élèves. Leur dévouement et leur engagement sont essentiels au succès de notre mission éducative. Les bénévoles et les membres de la Direction générale et du comité de parents ont donc été conviés à un cocktail dînatoire à l'ÉHM, où des canapés préparés et servis par les élèves de l'école hôtelière ont ajouté une touche spéciale et gourmande à l'événement!

La soirée a été ponctuée par des activités de reconnaissance, chaque bénévole a reçu des distinctions de la part de la Direction générale du CSSMV et du comité de parents. « Nos bénévoles sont des piliers indispensables à notre communauté éducative et leur engagement démontre que l'éducation est l'affaire de tous. Ils sont, tout un chacun, un moteur de changement pour notre communauté et nous tenions à souligner la diversité des talents et des expériences qu'ils apportent à nos élèves et dans nos établissements », a déclaré Gaëlle Absolonne, directrice générale au CSS Marie-Victorin.

Le centre de services scolaire tient à exprimer ses sincères remerciements à tous les bénévoles qui, par leur temps et leur énergie, contribuent à l'accomplissement de notre mission éducative. Leur engagement est une source d'inspiration et de motivation pour toute la communauté éducative.

Pour plus d'information

